



PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS PRPGD

Cahier de propositions du réseau FNE PACA 25 Novembre 2016

Le présent cahier a été élaboré par le réseau FNE PACA sur la base de réunions départementales sur le sujet menées avec les fédérations, associations locales et autres acteurs intéressés, des positionnements déjà créés par le réseau prévention et gestion des déchets de FNE PACA, d'une journée de travail associative dédiée, et du travail mené par notre fédération nationale FNE.

La fédération souligne la nécessité d'une mobilisation forte de tous les acteurs en particulier les acteurs associatifs, d'abord à l'élaboration de ce plan et surtout ensuite à sa mise en œuvre.

Sommaire

Introduction : UNE SITUATION ACTUELLE TRES INSATISFAISANTE	6
a. de gros défis dans la gestion courante des déchets dans la région	6
b. des manques criants dans les plans départementaux	7
I. Les DEMANDES DU RESEAU FNE PACA concernant les modalités d'Elaboration du plan régional	7
A. Elaborer le plan sur la base d'une gouvernance élargie et renforcée	7
B. Territorialiser la réflexion et la gouvernance pour construire ce plan régional	8
C. Consolider la procédure d'élaboration du plan	8
II. Les DEMANDES DU RESEAU FNE PACA concernant LE SUIVI ET L'EVALUATION de la mise en œuvre du plan régional	9
Prévoir une évaluation en continu,	9
... transparente,	9
... et couvrant tout le champ du PRPGD,	9
III. Les DEMANDES DU RESEAU FNE PACA concernant le CONTENU du plan régional	10
A. Economie circulaire	11
B. Prévention et réduction à la source	13
C. Collecte des déchets	17
D. Recyclage matière	18
E. Traitement des déchets	19
F. Stockage des déchets	21
G. Quelques déchets spécifiques	22
RESUME PAR TYPE D'ACTEURS	24

LES ORIENTATIONS DE NOTRE CAHIER DE PROPOSITIONS

Nous faisons le constat que le retard de notre Région dans le domaine des déchets ménagers est inadmissible et qu'il semble reposer sur plusieurs facteurs :

- les acteurs se renvoient la responsabilité de l'échec :
 - pour certains élus, les usagers ne veulent et ne savent pas employer les gestes vertueux,
« la collecte sélective en porte à porte est impossible sur nos territoires », « le tri à la source ne marchera jamais », « la mentalité des habitants de notre région va à l'encontre des efforts demandés pour le tri préalable », des phrases souvent entendues où transparaît l'adage « prendre les gens pour des imbéciles est la meilleure manière de les rendre tels »
 - pour certains usagers, la posture se résume ainsi : « pourquoi trier puisque la taxe ou la redevance des déchets ménagers augmente toujours plus ? ».
- certains opérateurs privés profitent du peu de culture des déchets des élus pour leur faire croire que leurs compétences industrielles permettent de résoudre tous les problèmes et qu'à défaut d'utiliser ces compétences, les élus prennent des risques et vont au-devant de difficultés ;
ils en profitent également pour éviter de soulever la question des principes de leur rémunération comme si leur paiement à la tonne de déchets collectés et traités pouvait les inciter à en diminuer les volumes ;

Le système actuel entraîne donc un gaspillage des ressources, une surexploitation des matières premières, des pollutions sur l'environnement, des nuisances et des conséquences sanitaires pour les populations, des pertes économiques importantes dues au manque de prévention, de recyclage, de proximité dans la gestion des déchets et aux dysfonctionnements dans les installations de traitement existantes.

Militant pour la préservation de l'environnement et de la santé humaine et pour changer de modèle de développement afin de concilier équilibres naturels et activités humaines

le réseau FNE PACA

demande donc d'importants changements à cette situation :

Le PRPGD constitue une opportunité pour progresser et nous serons attentifs aux objectifs

- - de prévention et de réduction à la source-des déchets qui devront être ambitieux, partagés, cohérents pour réduire les DMA et les DAE
- - de développement de l'économie circulaire, créatrice d'emplois et réductrice de déchets
- - de collecte séparée des bio-déchets pour assurer un meilleur recyclage/traitement,
- - de mise en place de tarifications incitatives tant pour les producteurs de déchets (habitants, entreprises et administrations) que pour les intervenants dans leur traitement,
- - de tri et de recyclage matière,
- - de développement des modes de traitements les moins impactants : compostage individuel ou en pied d'immeuble, compostage collectif, méthanisation,
- - d'amélioration de la gestion des centres de stockage actuels en limitant leur impact sur l'environnement,
- - de gel, en visant à terme à les supprimer, des capacités de traitement les plus nocives tels que le tri-mécano-biologique et l'incinération,
- - de planification et d'anticipation, strictement selon les besoins au vu des actions prévues pour réduire la quantité de déchets produites, d'ouverture de nouveaux centres de stockage.

Enfin, le plan devra se conclure par un programme d'actions ciblées, financées et évaluables et non pas un simple catalogue d'intentions.

Ces questions ne peuvent être traitées qu'avec la participation de tous, la Région, mais aussi les collectivités territoriales, les entreprises liées à la collecte et au traitement des déchets, les producteurs de déchets (habitants, distributeurs et toutes entreprises et administrations) ainsi que leurs associations, nous appelons à une élaboration participative du nouveau Plan Régional :

nous appelons donc à une élaboration participative du nouveau Plan Régional

- - intégrant les associations environnementales, force de proposition constructive, dans l'ensemble du processus d'élaboration et de suivi y compris dans l'instance décisionnelle,
- - prévoyant une évaluation, transparente, en continu, quantitative, qualitative, et financière, jalonnée par un rapport annuel permettant d'adapter si nécessaire les actions du plan,
- - appuyée sur les moyens humains, techniques, financiers, voire fiscaux nécessaires à sa mise en œuvre,
- - impliquant l'ensemble des acteurs et contractualisant avec eux pour qu'ils intègrent dans leurs actions les orientations du plan,

- - débutant par une évaluation sérieuse et collective des gisements d'évitement de déchets, et ne concluant sur des objectifs par mode de traitement qu'après avoir intégré dans les besoins à satisfaire les résultats attendus en réduction de déchets,

Introduction : UNE SITUATION ACTUELLE TRES INSATISFAISANTE

A. DE GROS DEFIS DANS LA GESTION COURANTE DES DECHETS DANS LA REGION

a. Prévention – information- sensibilisation des producteurs

- Un manque global d'ambition et de concret sur l'aspect prévention
- Une information/communication/sensibilisation de l'ensemble des producteurs : citoyens, entreprises, collectivités pas assez développée et très variable selon les territoires
- Un manque de clarté et d'harmonisation au niveau régional concernant la collecte : signalétique, consignes...
- Au final : un climat peu volontariste et un cercle vicieux où chacun se renvoie la balle :
 - pour les élus, ce sont les usagers qui ne veulent et ne savent pas employer les gestes vertueux,
 - pour les usagers, qui ne voient pas l'intérêt de trier alors que la taxe ou redevance des déchets augmente toujours, les élus ne leur donnent pas vraiment d'alternatives...

b. Réduction à la source, collecte sélective et tri

- Un niveau très insuffisant de réduction à la source, de tri et de recyclage
- Une absence totale de collecte sélective des bio-déchets ainsi que de tarification incitative dans la région alors qu'elles permettraient de diminuer fortement la quantité d'OMR.
- Un manque de moyens pour le développement d'un vrai tri à la source, et des filières de recyclage pas assez développées.
- Un maillage territorial insuffisant dans certains territoires concernant les déchetteries ; le Var notamment où il faut parfois faire 50km pour trouver une déchetterie ce qui ne facilite pas ce geste de tri pour les habitants.

c. Traitements

- Un déficit d'unités de traitement à terme rapproché : centre de tri, installations de traitement des déchets organiques et centres de stockage.
- Le non respect du principe de proximité particulièrement dans certains territoires tels le 06 qui continue d'envoyer une grande partie de ces déchets dans le 05 et le 13 au lieu de travailler à une réduction et une gestion de proximité des déchets départementaux.
- Des transferts trop importants et à longue distance entre lieux de production et lieux de traitement.
- Une forte présence d'incinérateurs (Marseille, Nice, Toulon, Avignon, Vedènes).
- De nombreuses carences dans la gestion courante de certains centres de traitement (ex. : Sorbiers, Beynon, Balançon, Orange...) sources de nuisances importantes pour les riverains (odeurs, envols..), et parfois de menaces fortes pour la santé des populations et de l'environnement à cause des pollutions engendrées.
- Dans certains territoires, une mainmise de certains industriels qui font croire que leurs compétences industrielles permettent de résoudre tous les problèmes
- Dans certains territoires, une absence de solution au problème actuel d'évacuation / débouchés du compost dont on ne sait que faire (ex : Var)

B. DES MANQUES CRIANTS DANS LES PLANS DEPARTEMENTAUX

- Dans certains plans, un manque d'ambition et de volonté politique en matière de prévention et de réduction à la source, des actions prévues peu nombreuses
- Dans tous les plans, des moyens ou une organisation de la mise en œuvre qui apparaît, au vu des résultats, largement insuffisants ou inadaptés et en tout cas peu efficaces.
- L'économie circulaire n'a pas du tout été abordée dans les plans départementaux. Rien n'a été envisagé en direction de et avec les entreprises pour favoriser le réemploi, le recyclage, l'éco-conception...
- Rien concernant la gestion des sédiments, pourtant un vrai enjeu sur le littoral car plusieurs ports sont actuellement en train d'être refaits/dragués.
- Souvent peu de précisions concernant les boues de STEP.
- Parfois une absence de précision sur la localisation voire les fonctionnalités des équipements lourds évoqués dans les plans (ex du Var et des 3 sites multi-filières en projet)
- Une implication souvent insuffisante des collectivités territoriales concernées par les éventuels projets d'unités de traitement dans l'élaboration des plans

Les leçons doivent donc être tirées pour le futur plan régional. L'élaboration de celui-ci devra forcément commencer par un état des lieux financier de la situation.

I. LES DEMANDES DU RESEAU FNE PACA CONCERNANT LES MODALITES D'ELABORATION DU PLAN REGIONAL

FNE PACA veillera particulièrement au respect et à la prise en compte de l'ensemble des points suivants :

A. ELABORER LE PLAN SUR LA BASE D'UNE GOUVERNANCE ELARGIE ET RENFORCEE

- **Intégrer pleinement les associations de protection de l'environnement dans l'ensemble du processus d'élaboration et de suivi du plan**, le plus tôt possible au sein de la CCES, mais aussi au sein de l'instance décisionnelle du plan avec une voix délibérative, en invitant un représentant associatif au sein du Comité de pilotage du plan.
- **Assurer une bonne représentativité de l'ensemble des acteurs** du territoire : associations, EPCI (Etablissements publics de coopération intercommunale) disposant de la compétence déchets notamment ceux sur lesquels sont ou seront implantées des unités de traitement (de tous types), entreprises, institutionnels au sein de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi du plan (CCES) et au sein du Comité de pilotage.

L'implication de l'ensemble des acteurs dans l'élaboration du plan est indispensable pour que se crée une véritable démarche de prévention et de gestion cohérente des déchets portée par tous. Une attention particulière sera donnée à l'implication des entreprises jusque là souvent absentes des démarches de planification.

- **Créer les conditions d'une véritable concertation et d'une élaboration collaborative et partagée** et non une simple information/consultation comme cela se fait habituellement. Les réunions de la CCES ne devront pas simplement se résumer à montrer l'état d'avancement du plan, informer et recueillir a posteriori des avis. L'animation de ces réunions devra mêler des formes participatives permettant réellement de créer des débats autour des points clefs du plan (notamment l'adéquation entre les besoins et l'offre en capacité de traitement

prévus), et de faire travailler ensemble les participants et recueillir les propositions pour co-construire le plan. Enfin, une mise à niveau des membres de la CCES par exemple au moyen de quelques visites ou présentations partagées avec la plupart de ses membres la rendrait plus efficace. Un vademecum de la législation en matière de déchets devra également être fournie aux membres de la CCES afin que ceux-ci aient bien conscience des obligations et objectifs à remplir par le plan.

- **Renforcer le rôle et les missions de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES)** en donnant à ses membres un réel rôle proactif de veille, proposition et suivi. Cela pourrait se traduire par :
 - la réalisation d'entretiens avec les parties prenantes en amont de la construction du plan, afin de recueillir leurs attentes et leurs propositions ;
 - l'organisation de réunions régulières de la CCES tout au long de la démarche d'élaboration du plan ;
 - la mise en place de groupes de travail spécifiques au sein de la CCES pour travailler sur des axes et thématiques du plan et/ou des enjeux territoriaux spécifiques, ces travaux pouvant ensuite faire l'objet de restitutions à l'ensemble de la commission.

B. TERRITORIALISER LA REFLEXION ET LA GOUVERNANCE POUR CONSTRUIRE CE PLAN REGIONAL

- **Raisonner par zone géographique de taille limitée** et non pas sur de trop grands territoires (comme par ex. la métropole Aix-Marseille) pour mener la réflexion, l'élaboration puis la mise en œuvre du plan. C'est la seule façon de respecter le principe de proximité et de tenir compte des enjeux locaux.
- **Maintenir un échelon territorial adapté à la nouvelle organisation issue de la loi NOTRe** pour cette planification de la gestion des déchets et sa mise en œuvre. Pour les métropoles, l'objectif est d'éviter une déresponsabilisation des acteurs locaux dans cette planification, et dans le reste du territoire, d'assurer un relais efficace entre les nombreux EPCI et la Région, en donnant un rôle actif aux Conseils départementaux.
- **Disposer d'un interlocuteur opérationnel territorial adapté en fonction des contextes géographiques et politiques locaux.**

C. CONSOLIDER LA PROCEDURE D'ELABORATION DU PLAN

- **S'assurer que toutes les collectivités et leurs groupements aient bien connaissance du projet de plan** pour leur permettre de construire un avis autorisé avant l'approbation du plan avec l'objectif d'assurer leur adhésion à ses objectifs puis leur mobilisation dans sa mise en œuvre.
- Avant sa mise en enquête publique, **accompagner le projet de plan** soumis pour avis aux différents acteurs¹ **du bilan des travaux de la commission consultative et de l'avis de chacun de ses collègues.**
- **Assurer la transparence et la communication du projet de plan envers le grand public :** rendre le projet de PRPGD public et disponible via une mise en ligne sur le site Internet du Conseil Régional, accompagné d'une « foire aux questions » ou d'un document de synthèse grand public pour permettre à tous les citoyens et autres acteurs de s'appropriier les points clés du futur PRPGD et d'avoir connaissance des actions susceptibles de les concerner.
- **Impliquer et soutenir le réseau associatif comme relais de l'information et de la sensibilisation des citoyens dans les territoires**

Tout cela pour un pilotage réel et partagé.

¹ liste précisée dans le décret du 17 juin 2016

II. LES DEMANDES DU RESEAU FNE PACA CONCERNANT LE SUIVI ET L'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN REGIONAL

PREVOIR UNE EVALUATION EN CONTINU, ...

- **S'engager à une évaluation annuelle du plan sur l'aspect quantitatif** pour apporter des améliorations et corriger rapidement les insuffisances constatées et ainsi garantir l'atteinte des objectifs.
- **Réaliser une évaluation approfondie tous les 6 ans** permettant de mesurer les évolutions sociologiques et comportementales, par exemple en matière de prévention. Elle devra également constituer une évaluation environnementale abordant l'ensemble des aspects : santé humaine, faune, flore et biodiversité, sols, eau, air, bruit, climat, patrimoine architectural et archéologique et paysages.
- Compte tenu du délai nécessaire pour la réaliser, **le lancement de cette évaluation approfondie devrait être programmé au plus tard quatre années après l'approbation du plan. Ses conclusions devront servir à la construction du plan suivant ou à la réorientation du plan en cours sans attendre le plan suivant.**

... TRANSPARENTE, ...

pour l'évaluation annuelle :

- **Formaliser un tableau de bord reprenant les indicateurs définis dans le PRPGD, de façon concertée**, pour répondre aux besoins de pilotage du plan.
- **Généraliser l'emploi de ces indicateurs** par contrat avec les EPCI et les entreprises.
- **Organiser un Observatoire Régional des déchets** par exemple sous forme associative et assurant en tout cas la participation des tous les acteurs pour produire ce tableau de bord.
- **Intégrer la CCES dans une procédure de pilotage forte et partagée** en lui demandant un avis annuel sur la base de ce tableau de bord.
- **Déterminer, de façon collective, les suites à donner à ce tableau de bord en prenant, en fonction des résultats de l'évaluation, les orientations politiques nécessaires.**

pour l'évaluation approfondie :

- **Garantir sa neutralité et son objectivité en la confiant à un ou des organismes indépendants** après un appel d'offres contrôlé par les représentants de chaque catégorie d'acteurs et définissant le périmètre de cette évaluation.

... ET COUVRANT TOUT LE CHAMP DU PRPGD, ...

Dans le tableau de bord annuel :

- **Niveau d'atteinte des objectifs** fixés dans le plan en matière de prévention, de gestion des déchets et , plus particulièrement, de développement de l'économie circulaire. En particulier :
 - respect du **principe de proximité**,
 - respect de la **hiérarchie** suivante **des modes de traitement** des déchets : tri à la source, récupération collective, recyclage, compostage, mise en installation de stockage et, enfin, incinération.
- Respect des exigences de **comptabilité et de remontée d'informations au niveau national**

- **Accessibilité des données** sur les flux de produits et de déchets, à la CCES et au grand public, incluant une évaluation de cette accessibilité pour le grand public.
- **Intégration de mesures indépendantes sur la qualité de l'air, des sols, de l'eau** autour des sites de stockage et de traitement des déchets afin de détecter d'éventuelles pollutions.

Lors de l'évaluation approfondie, en particulier sur les thèmes suivants :

- **Gouvernance de la démarche du plan**, incluant notamment une évaluation du nombre et de la diversité des acteurs associés dans sa mise en œuvre et son suivi ainsi que de la prise en compte de leurs avis.
- **Animation du territoire** à travers les dispositifs mis en place par la Région sur la prévention, la gestion déchets et sur le développement de l'économie circulaire, **et afin de mesurer la prise en compte des orientations et actions du plan dans les différents territoires.**
- **Implication des acteurs** dans les actions mises en place : leur engagement, la réaction des publics sensibilisés, l'implication des associations et des collectivités, l'appropriation d'un langage et d'une culture commune par la CCES et le Comité de Pilotage COPIL.
- **Cohérence des moyens** déployés par la Région **au regard de l'ambition du plan**, incluant notamment une évaluation du rapport coût/efficacité des démarches mises en œuvre, en particulier en matière de prévention des déchets.
- **Comptabilité et cohérence entre les différentes politiques de planification** portées par la Région (déchets, transports, climat-air-énergie, biodiversité, urbanisme, économie sociale et solidaire, formation, etc.).

III. LES DEMANDES DU RESEAU FNE PACA CONCERNANT LE CONTENU DU PLAN REGIONAL

La position de France Nature Environnement PACA est construite à partir de préoccupations environnementales, mais aussi touchant à la santé et au cadre de vie de la population ainsi qu'à l'aménagement raisonné de notre région. Elle s'appuie sur les remontées nombreuses et permanentes d'un réseau d'associations locales.

Un préalable : malgré les incertitudes budgétaires, allouer les moyens humains, techniques, financiers, voire fiscaux nécessaires à la mise en œuvre d'un plan ambitieux

Une incertitude existe sur les moyens dont disposera le Conseil régional pour mettre en œuvre le plan. L'effectivité du transfert des moyens humains et financiers des Départements vers la Région et l'incertitude sur d'éventuelles aides financières et soutiens techniques pourraient conduire à ne pas allouer un budget à la hauteur des besoins et de l'ambition souhaitable du PRPGD. Nous suggérons de :

- **Impliquer l'ensemble des acteurs pour que soient intégrées dans leurs axes d'actions les orientations du plan.** Le PRPGD doit, en matière de prévention et de gestion des déchets mettre tout le monde d'accord pour qu'un maximum d'acteurs partagent ses objectifs et participent à ses actions.
- **Contractualiser avec tous les acteurs du territoire impliqués dans des activités de prévention, de gestion des déchets et d'économie circulaire** et susceptibles de pouvoir contribuer à la mise en œuvre du plan d'actions du PRPGD.

- **Favoriser l'articulation du PRPGD avec d'autres politiques territoriales** en s'appuyant sur la transversalité des compétences régionales (développement économique, formation professionnelle, efficacité énergétique, transport...) afin de mutualiser les moyens et d'augmenter leur cohérence et leur efficacité.
 - **Développement économique : création d'entreprises et d'emplois, ...**
 - **Formation : création de nouveaux métiers, revalorisation de métiers existants, formation des élus locaux, ...**
- **Impulser et valoriser les dynamiques locales existantes** en s'appuyant sur les collectivités les plus avancées pour faire connaître et valoriser au mieux leurs actions auprès d'autres collectivités.

L'élaboration d'un atlas des initiatives et dynamiques locales (Programmes locaux de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés, territoires « zéro déchet, zéro gaspillage », ...) devrait être un élément de base pour la construction d'un plan mobilisateur.

Tout cela pour que le plan régional ne soit pas seulement un agrégat des plans départementaux actuels mais affiche bien des objectifs et un programme d'action ambitieux, adapté au territoire régional et répondant réellement aux problématiques locales.

A. ECONOMIE CIRCULAIRE

Plus qu'un chapitre obligé du plan, l'économie circulaire devra bénéficier d'un vrai engagement de la Région. **Nous appelons à un véritable changement de paradigme faisant de l'économie circulaire le véritable objectif du Plan régional.**

Le plan devra couvrir de manière équilibrée les 7 piliers de l'économie circulaire et ne pas se limiter à des mesures « correctives » de recyclage.

a. Faire de l'économie circulaire une politique globale de la Région

- **Ancrer l'économie circulaire dans l'ensemble des politiques portées par le Conseil Régional** et ainsi favoriser les diverses synergies en passant par une réflexion sur les besoins en ressources de la Région et la manière dont elle peut réduire ces besoins et optimiser l'exploitation des ressources.
- **Créer des ponts entre les différentes politiques régionales** notamment le Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) et le Contrat de Plan Régional de Développement de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CPRDFOP) :
 - développement de **parcours de formation** pour des emplois locaux non délocalisables liés aux activités de l'allongement de la durée de vie des produits, notamment dans les secteurs de la réparation, du réemploi et de la réutilisation,
 - **soutien à la recherche et à l'innovation** pour favoriser l'éco-conception de produits durables (réparables, modulables, compatibles, évolutifs, etc.),
 - développement de **l'écologie industrielle et territoriale** dans les grands projets d'aménagement,
 - mise en œuvre d'une **stratégie de transports durables** pour le service de collecte et de traitement des déchets,
 - mise en place de dispositifs de prévention des déchets au sein des **lycées, ...**
- **Intégrer l'économie circulaire dans le fonctionnement et les pratiques de la Région** en faisant évoluer progressivement les offres des acteurs territoriaux, notamment les entreprises qui

répondent à ses appels d'offres, en modifiant ses critères d'achat ou en faisant évoluer ses formes de soutien à des projets locaux.

Le programme d'actions éco-exemplaires de la Région pourra notamment se traduire par les mesures suivantes :

- **sensibilisation et formation des personnels** aux enjeux et aux pratiques de l'économie circulaire ;
- développement d'une **politique d'achats durables** ;
- application de **critères d'efficacité** dans l'usage des ressources pour l'accès à certaines aides de la Région et dans le cadre des appels d'offre de la Région ;
- **conception, construction et gestion du patrimoine** de manière responsable, à travers une réflexion sur la consommation de ressources et la gestion des déchets, et une meilleure application des critères environnementaux ;
- **implication de la Région dans les initiatives d'économie circulaire**, par la mise à disposition du foncier à des porteurs d'initiatives, l'achat des produits réemployés, le don de son mobilier à des ressourceries, la participation à une offre de mobilité multimodale plutôt que l'achat de véhicules de services, le choix des produits de restauration collective issus de circuits courts de proximité, la mise en place des chèques réparation en partenariats avec un réseau de réparateurs professionnels agréés pour inciter le public à se tourner vers ces acteurs, ...

b. Développer, soutenir et valoriser la structuration d'activités et de filières territoriales d'économie circulaire

- **Rechercher, étudier, innover, valoriser les initiatives et les retours d'expériences.**
- **Mettre en place des aides financières et techniques de la Région dédiées à la mise en place et à la pérennisation d'initiatives telles que les ressourceries, les recycleries ou encore les ateliers de réparation.**

Ces aides régionales devront viser l'impulsion d'une dynamique régionale par l'accompagnement en ingénierie de projet, la formation sur des sujets spécifiques, les aides à l'investissement ou pour l'acquisition ou la mutualisation de foncier, de locaux et de matériels, les soutiens à la recherche et l'expérimentation, l'assistance aux démarches administratives, la mise en place d'outils incitatifs comme des bons d'achats et des chèques réparation, etc.

- **Renforcer l'attractivité de certains secteurs**, notamment la réparation, en mettant en œuvre des campagnes de sensibilisation et de communication, des journées « portes ouvertes », en faisant évoluer les offres de formations professionnelles, initiales et continues, en créant et diffusant largement un annuaire des acteurs régionaux de l'économie circulaire précisant leurs domaines d'intervention, en organisant une journée régionale de l'économie circulaire...

c. Expérimenter de nouveaux modèles organisationnels et économiques en s'appuyant sur des alliances d'acteurs innovants

Ces expérimentations pourront se déployer dans les différents piliers de l'économie circulaire :

- **Approvisionnement durable** : soutien aux produits exploités durablement et de substitution issus de ressources locales, soutien à l'innovation et à la recherche pour développer les nouvelles technologies d'exploitation et d'extraction durables, professionnalisation des acteurs de l'industrie, etc.
- **Eco-conception** : lancement d'appels à projet, intégration de cursus éco-conception dans les formations initiales et continues des métiers des secteurs industriels, soutien à la recherche et au développement pour favoriser l'amélioration des techniques et technologies existantes en matière d'éco-conception tenant compte de bilans carbone, etc.

- **Ecologie industrielle et territoriale (EIT)°**: réalisation d'une étude des potentialités d'EIT sur le territoire (analyse des flux de matières et définition de scénarii de faisabilité, de synergies possibles), développement de collaborations inter-entreprises (création de plates-formes d'échanges sous la forme de clubs d'acteurs économiques et institutionnels), soutien à des projets de mutualisation et de synergie industrielle (mise en relation d'acteurs aux compétences complémentaires : acteurs industriels, start-ups du numérique, acteurs des services, acteurs de la recherche, consommateurs, etc.),
- **Economie de la fonctionnalité** : développement d'outils d'analyse, formation et accompagnement des entreprises vers un changement de modèles économique et industriel organisation de partenariats entre des acteurs clés (industriels, chercheurs, maîtres d'ouvrage, etc.), expérimentations pilotes, développement de contenus numériques associés, etc.
- **Consommation collaborative** : incitation des collectivités locales à favoriser le développement de communautés de partage à l'échelle des territoires (prêt et location d'objets et de services, mutualisation de places de parking dans lieux d'habitation et de travail, ...), tests de « living labs » regroupant des acteurs publics et/ou privés, des associations, des citoyens dans l'objectif de tester grandeur nature des services ou des usages nouveaux en favorisant l'innovation ouverte, en partageant les réseaux et en impliquant les utilisateurs dès le début de la conception, etc.
- **Allongement de la durée de vie des produits** : soutien à la recherche et à l'innovation pour renforcer les modèles économiques et développer de nouveaux concepts (ex : plates-formes web de réemploi collaboratif), expérimentation de systèmes de consigne des emballages ménagers, etc. ;
- **Recyclage** : expérimentation de nouveaux procédés de recyclage (biologie, chimie, sciences de l'ingénieur), innovations en matière d'organisation des acteurs et des filières, nouvelles techniques de tri, développement de capteurs et gestion intelligente des déchets, etc.

d. S'appuyer sur les acteurs associatifs pour relayer les messages d'économie circulaire

Afin de toucher une pluralité de publics et mettre en œuvre une politique efficace d'animation du PRPGD sur l'ensemble des territoires, les associations pourraient, grâce à des soutiens financiers, exercer des missions de :

- animation d'espaces d'information sur l'économie circulaire,
- coordination de réseaux d'acteurs territoriaux,
- organisation d'ateliers d'auto-réparation,
- mise en place d'évènements dédiés à l'économie circulaire pendant des périodes phares de l'année,
- développement de systèmes de consommation collaborative de proximité (par ex. bricothèques),
- accompagnement d'acteurs professionnels dans l'analyse et la transition de leurs modèles, création d'outils pédagogiques...

B. PREVENTION ET REDUCTION A LA SOURCE

Aucun traitement collectif de déchets n'évite des impacts sur l'environnement et, pour certains, sur la santé ; par ailleurs tous ont un coût financier pour les collectivités et pour la population. La réduction maximale à la source est donc toujours la meilleure solution même si elle ne permettra jamais d'éviter tout déchet. **Le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas.** Cela revient à éviter, retarder l'abandon d'un produit et à en limiter la nocivité (substances dangereuses et/ou difficiles à recycler). Cette réduction suppose l'implication de l'ensemble des producteurs de déchets ainsi que, en amont, des metteurs sur le marché.

a. Définir des objectifs cohérents et ambitieux de réduction des Déchets ménagers et Assimilés (DMA) et des Déchets d'Activité des Entreprises (DAE)

- **Evaluer les gisements d'évitement.** Ces potentiels de réduction peuvent être estimés à partir de retours d'expériences, d'analyse des bonnes pratiques (par exemple en comparant les dispositifs actuels de prévention et de gestion des déchets en PACA avec ceux en vigueur dans les autres régions), d'hypothèses et d'une analyse prospective.
- **Partager cet état des lieux prospectif avec l'ensemble des parties prenantes.**
- **Afficher un vrai cap en définissant des objectifs de réduction des DMA et DAE** exprimés en kg/équivalent-habitant/an par famille de déchets et par secteur d'activité et ne pas se contenter des objectifs nationaux. Il ne faut pas avoir peur d'être ambitieux, si les moyens sont donnés la réduction peut être forte.
- **Territorialiser et programmer à 6 et 12 ans ces objectifs.**
- **Pour les catégories de produits et de déchets spécifiques** comportant des enjeux nationaux et territoriaux importants, **fixer des sous-objectifs de prévention.**
- **Articuler les objectifs de prévention du plan aux objectifs de tri et de recyclage** par souci de cohérence mais aussi pour éviter d'aboutir à une mise en concurrence de la politique de prévention avec celle du recyclage.

b. Proposer un programme d'actions diversifiées d'information, sensibilisation, responsabilisation et accompagnant, ciblant chacun des acteurs sur la base de l'évaluation des gisements d'évitement et des objectifs afin de réduire à la source les déchets

Les actions devront cibler l'ensemble des acteurs du territoire : habitants (population présente à l'année et résidents secondaires), touristes, entreprises, collectivités, etc. Les formats d'actions devront être suffisamment diversifiées et complémentaires, alliant actions de proximité et actions plus globales, pour permettre une appropriation optimale des messages sur la prévention des déchets par les publics. **L'information et la sensibilisation de la diversité des acteurs est à la base de toute action.**

- **Mettre en œuvre un plan d'actions de sensibilisation et de responsabilisation des différents producteurs,** sur la base d'éléments épidémiologiques tirés des travaux déjà réalisés. Cette information/sensibilisation devra viser tous les publics et l'ensemble des territoires. La Région, responsable des personnels techniques des lycées, pourrait en profiter pour mettre en œuvre ce plan d'action et diffuser des bonnes pratiques.
- **Distinguer les différents types de producteurs de déchets ménagers et assimilés et cibler des actions pour chacun.**
- **Préciser pour chacune des actions proposées :**
 - les gisements de produits et de déchets concernés ;
 - les publics cibles de l'action (collectivités, entreprises, habitants et/ou résidents secondaires et touristes, etc.) ;
 - l'objectif d'impact de réduction des déchets ;
 - le calendrier de mise en œuvre ;
 - les typologies d'intervention (actions de sensibilisation, actions d'échange de savoir-faire, actions d'appropriation de la prévention dans les pratiques et les activités individuelles et professionnelles, actions de mutualisation et de développement de dynamiques territoriales, etc.) ;
 - les modalités de mise en œuvre (contexte, moyens, animation, calendrier, etc.),

- les formes de soutien technique et/ou financier prévues par le Conseil Régional pour permettre aux acteurs territoriaux d'assurer l'animation de l'action, pour tout ou partie, durant toute la durée du plan ;
- les instruments qui seront utilisés dans le cadre de l'action (aides et incitations, outils informatifs et communicationnels, procédures administratives, démarches volontaires, etc.) ;
- les indicateurs d'évaluation de l'action (à la fois quantitatifs et qualitatifs, et en distinguant ceux qui figureront dans le tableau de bord annuel et ceux qui relèveront de l'évaluation approfondie).

c. Développer et soutenir les activités concourant à l'allongement de la durée de vie des produits

- **Fixer un objectif chiffré à atteindre de couverture du territoire par ces activités** : objectif de x structures de réparation/réemploi/ réutilisation pour x habitants (classées par secteurs d'activités) et inciter/faciliter leur émergence par des porteurs avec notamment des systèmes d'accompagnements financiers et/ou techniques.
- **Mettre en place des soutiens techniques et financiers** (accompagnement des porteurs de projets, aides au démarrage et à l'investissement, aides à la formation professionnelle et à l'emploi, soutien à l'innovation, etc.) dont le déploiement devra être précisé.
- **Favoriser la mise en place d'un réseau régional d'acteurs de l'allongement de la durée de vie des produits** (fabricants mettant en vente des produits durables et éco-conçus, réparateurs agréés, recycleries, ressourceries, etc.) et diffuser des informations au grand public sur leurs activités (annuaire, carte de géolocalisation, agenda des évènements, etc.).
- **Encourager la mise en place d'outils incitatifs** pour favoriser le développement d'une demande pour ces produits (ex : bons d'achats ou chèques cadeaux pour les secteurs permettant d'allonger la durée de vie des produits - réparation, réemploi).
- **Réaliser une étude de faisabilité du développement de la consigne des emballages ménagers sur l'ensemble du territoire**, et tester des dispositifs sur le territoire en lien avec les collectivités volontaires.

d. Développer et soutenir les actions de réduction du gaspillage alimentaire

- **Prévoir un programme de réduction du gaspillage alimentaire ciblant tous les acteurs et toutes les étapes du cycle de vie**:
 - **Au niveau de la production** : développement de circuits de distribution courts et de proximité pour les produits non calibrés, diffusion du principe de la garantie de commande, soutien à la structuration de réseaux de glanage et de filières locales de transformation...
 - **Au niveau de la transformation** : incitation à l'allègement des critères de calibrage dans les cahiers des charges, soutien à l'innovation technique autour de la réduction et de l'éco-conception des emballages, création de nouveaux débouchés pour les co-produits (matière première alimentaire non utilisée), développement des dons aux structures d'aide alimentaire, etc.
 - **Au niveau de la distribution** : sensibilisation et formation des personnels, incitation à l'allègement des critères de calibrage dans les cahiers des charges et à la mise en place de nouvelles pratiques (évitement des « sur-stocks » dans les rayons, ajustement des plannings de cuisson, réutilisation voire transformation des produits de la veille, développement de la vente à la coupe et du vrac...), facilitation du déemballage après la caisse, etc.

- **Au niveau de la restauration** : sensibilisation et formation des personnels à la mise en place de nouvelles pratiques (ajustement des menus et des portions, instauration de systèmes d'inscription des convives...), etc.
- **Au niveau de la consommation à domicile** : sensibilisation et formation aux actes anti-gaspi au moment de l'achat, de la préparation et de la conservation des alimentaires (à travers des ateliers pratiques et des opérations « coaching frigo » par exemple).
- **Créer un REGAL régional « Réseau de lutte contre le gaspillage alimentaire »** fédérant l'ensemble des acteurs en PACA pourrait permettre de faire naître et d'impulser ces actions.

e. Développer et soutenir les actions de réduction à la source des déchets verts

- **Elaborer un plan d'action pour le développement de solutions alternatives** comme l'entretien en « gestion différenciée » (réduction du nombre de tailles, utilisation d'animaux, etc.), la sélection d'espèces générant moins de déchets verts (espèces adaptées au paysage et au climat, espèces à croissance lente, feuillus, etc.), les activités de broyage (aides à la location ou mutualisation de matériel, soutien aux activités de l'ESS, etc.), les systèmes de compostage collectif ou centralisé (en lien avec des agriculteurs par exemples).

f. Accompagner la mise en œuvre des dispositifs de tarification incitative

- **Fixer un objectif de couverture progressive de l'ensemble du territoire par des systèmes de tarification incitative** des déchets ménagers et assimilés en vue de sa généralisation comme le prévoit la loi de transition énergétique pour la croissance verte.
- **Motiver les acteurs qui s'engagent dans cette voie notamment :**
 - en dressant un état des lieux des financements accordés aux EPCI sur la thématique déchet par la Région, l'ADEME et par les Départements depuis quelques années,
 - puis en réorientant ces aides aux EPCI en instaurant leur conditionnalité au passage à une fiscalité incitative.
- **Construire un plan d'actions permettant cette généralisation avec un échéancier volontariste :**

S'appuyer en premier lieu sur les collectivités volontaires/ou engagées dans d'autres dispositifs dans lesquels la Tarification Incitative est un objectif (ex : territoires Zéro Gaspillage Zéro Déchets) en les subventionnant fortement. On disposera ainsi rapidement d'un retour d'expérience solide pour accompagner celles où les conditions de mise en œuvre sont plus complexes ou, avec un taux de subvention inférieur, celles qui tarderont à s'engager.
- **Accompagner les collectivités, en lien avec l'ADEME, sur l'aspect organisationnel et technique de la mise en place de la TI.**

Les échanges et retour d'expériences sur le matériel, et les équipements permettront à chaque territoire d'identifier la solution technique la plus adaptée.

g. Promouvoir l'éco-exemplarité des administrations et établissements publics

- Mettre en place un **programme d'actions éco-exemplaires en matière de prévention des déchets pour les administrations et établissements publics**, en en premier lieu le Conseil Régional, pour impliquer les acteurs et gagner en légitimité. Par exemple :
 - élaboration d'une charte d'éco-événements précisant les règles à respecter et les conseils à suivre lors de l'organisation de manifestations : alternatives aux goodies et aux produits jetables comme la vaisselle (gobelets, assiettes, couverts, etc.), limitation de la consommation d'emballages, location et mutualisation du mobilier et de la déco, etc.

- accompagnement des établissements de restauration collective dans des programmes de réduction du gaspillage alimentaire : systèmes d'inscription des convives, proposition de différentes portions, travail sur la qualité des produits, transformation et don des surplus, etc.
- réduction des fournitures de bureau et la dématérialisation des supports d'information et de communication
- acquisition de mobilier de seconde main et réemploi du matériel
- intégration de critères de prévention dans la commande publique
- extension de la taxe ou redevance aux administrations qui en sont actuellement dispensées ... et ne font guère d'effort.

C. COLLECTE DES DECHETS

a. Généraliser la collecte séparée des bio-déchets dont la FFOM, fraction fermentescible des ordures ménagères sur le territoire

- **Fixer des objectifs de mise en place progressive de la collecte sélective des bio-déchets** sur l'ensemble du territoire ainsi qu'un échéancier de mise en œuvre
- **Accompagner les collectivités** dans la mise en place de scénarios de généralisation de tri à la source des biodéchets avec l'aide de l'ensemble des acteurs spécialisés (ADEME, Réseau Compost Plus...). Prévoir des aides financières en lien avec l'ADEME pour le financement des études de diagnostic préalable à la mise en œuvre
- **Favoriser les mutualisations** de collecte et de traitement des flux de biodéchets.
- **Assurer un suivi de la bonne application de l'obligation relative aux gros producteurs de biodéchets** en mettant en place des contrôles auprès des professionnels et en restant vigilant sur le développement de certaines formes de pré-traitement comme le séchage. Organiser, en fonction des besoins et en lien avec l'ADEME, des temps d'informations et sensibilisation sur les modalités d'application des obligations de tri à la source.
- **Favoriser l'articulation du tri et de la valorisation des biodéchets avec des mesures de prévention**

b. Pousser à l'harmonisation des règles, consignes, signalétiques et fonctionnement de la collecte entre les EPCI responsables (consignes de tri, couleur, types de bac...), afin de faciliter leur compréhension par l'utilisateur et d'améliorer ainsi le geste de tri.

Les aides aux collectivités pourront, en lien avec les autres acteurs, être conditionnées à cela. Des listes précises de ce qui peut être triés devront être rendues accessibles par les citoyens.

c. Améliorer et optimiser le fonctionnement des déchetteries

- **Fixer un objectif de desserte** en déchetteries sur l'ensemble du territoire. Certains ne disposent pas d'un réseau bien maillé (Var) par exemple)
- **Inciter un élargissement des plages horaires d'ouverture** pour une meilleure adaptation au public souhaité.
- **Fixer un objectif de déploiement d'un réseau de consigne** et ainsi faire évoluer le concept de déchetterie « je paye pour déposer mes déchets » vers un concept de consigne « je ramène des produits réutilisables et donc je gagne ».
- **Organiser un plan d'actions comprenant notamment :**

- une **valorisation des métiers** d'agents de déchetteries en développant une offre de formation et en formant les personnels en place afin d'améliorer l'accueil, le conseil et l'information aux particuliers pour une meilleure efficacité du geste de tri ;
- une **harmonisation du fonctionnement** des déchetteries (possibilité pour les habitants les plus proches de venir même s'ils ne sont pas de la même intercommunalité) ;
- **la rédaction d'un cahier des charges de la conception d'une déchetterie qui conditionnerait l'attribution des aides de la région.**
- **Ouvrir, pour éviter les décharges sauvages, un accès raisonné aux entreprises locales territoriales, comme cela se fait déjà dans certains secteurs (ex : Bollène) :**
 - avec une tarification adaptée à définir selon leur chiffre d'affaires et leur type d'activité, et une plage horaire adaptée
 - et l'autorisation de dépôt de déblais et gravats.

Ainsi les déchetteries pourront prendre le patronyme de tri-recycle !

D. RECYCLAGE MATIÈRE

Tout en rappelant que le recyclage est un moindre mal et non pas un objectif, pour les déchets qui ne peuvent être évités, le maître mot doit-être le tri maximum de tous les matériaux et donc le développement des filières de récupération/valorisation afin de recycler tout ce qui peut l'être. De la qualité du tri et de l'investissement fait pour le réaliser de façon séparative, dépendra la qualité des filières. Le tri à la source est donc indispensable, les techniques de tri-mécano-biologique sont à proscrire et ne doivent constituer que des solutions transitoires en attendant la solution du tri à la source.

Les déchets secs sont d'autant mieux collectés et triés à la source en déchetterie ou en points d'apport volontaires que le réseau de collecte est bien organisé et la sensibilisation des habitants soutenue.

Le recyclage des biodéchets par compostage ou de préférence par méthanisation doit se traduire par le retour au sol de digestat et de compost. Cette valorisation organique s'accompagne d'une valorisation minérale en recyclant des dérivés aminés, phosphorés ou potassiques en remplacement d'engrais N,P,K.

La convergence en cours des filières de recyclage par matière et non plus par modalité de collecte ou origine conduit à préconiser l'étude des possibilités de tri et de récupération conjointe pour des DMA et des DAE.

a. Développer le tri au maximum :

- **Fixer des objectifs de tri ambitieux.**
- **Monter un plan d'actions comprenant notamment :**
 - **En amont :**
 - pour les DMA et les DAE, **l'harmonisation des consignes** de tri sélectif sur le territoire afin de faciliter la compréhension par les usagers.
 - pour les DMA, la **sensibilisation des citoyens** aux gestes de prévention et de tri sélectif ;
 - pour les **DAE**, une **obligation de tri et une collecte séparée** pour 5 flux (papier, métal, plastique, verre et bois, voir ajouter, dans les zones d'activité où cela serait pertinent, une collecte des huiles usées, vidanges de moteurs de pompes et de véhicules) en impliquant les zones d'activités et associations d'entreprises avec des dispositifs incitatifs et des contractualisations.
 - **En aval :**

- un **développement des filières de récupération** matière dans l'objectif de recycler des matériaux qui ne le sont pas encore aujourd'hui (ex : l'ensemble des matières plastiques) par le biais de soutien à la recherche, à la formation, et à la création de filières ;
- **l'extension des consignes de tri des emballages plastiques** ;
- l'expérimentation de nouvelles **formes d'incitation des citoyens** avec des gratifications dématérialisées (bons pour réparation gratuite...) lorsqu'ils rapporteront certains types de matériaux/produits au recyclage.
- **Concernant les industriels du tri :**
 - une **planification des centres de tri**, optimisant la proximité des installations de tri et de recyclage et ne pas laisser leur localisation à la seule initiative des investisseurs ;
 - une **contractualisation avec les centres de tri** basant leur financement en partie sur la tonne récupérée et vendue au recycleur, les résidus étant mis en décharge aux frais du centre de tri et non seulement sur la tonne entrante

b. A défaut d'un possible recyclage matière aujourd'hui, envisager la valorisation énergétique

La combustion des Combustibles Solides de Récupération (CSR) détruit de la matière. Toutefois les produits de traitement des biodéchets de préférence par méthanisation (digestat) et/ou compostage (compost) sont des matières organiques qui, après séchage et lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'être recyclés en amendement organique pour les sols, peuvent être considérés comme des CSR et ainsi valorisés sous forme d'énergie par exemple sous forme de gazéification (combustion en atmosphère raréfiée).

En l'absence de débouchés pour les CSR, les stocker comprimés en attente de solution optimale pour leur valorisation énergétique (combustibles).

E. TRAITEMENT DES DECHETS

Faire respecter le **principe de proximité** en particulier sous la forme d'une autosuffisance des géographique concernant le traitement et le stockage des déchets ménagers pour une meilleure implication de chaque citoyen et une limitation des transports sources de nuisance supplémentaire. Ce principe de proximité devra faire l'objet d'une définition partagée par la CCES lors de l'élaboration du plan, les contours précis de cette notion resteront à définir en fonction des différents types de déchets. En effet, pour les déchets dangereux, la notion de proximité ne pouvant être la même, l'objectif étant plutôt la mutualisation avec les autres territoires et pas la multiplication d'unités de traitement spécifique inutiles.

a. En tenant compte des efforts de prévention et de tri prévu et à prévoir dans le PRPGD, réaliser un travail collectif et partagé pour le calcul des capacités de traitement des déchets finaux

- **Organiser des réunions spécifiques de la CCES pour évaluer l'adéquation entre les besoins et l'offre en capacité de traitement à prévoir dans le plan :**

Si des surcapacités ou des sous-capacités des installations existantes sont mises en évidence par la scénarisation des objectifs, l'avis des membres de la CCES devrait être recueilli pour permettre un débat sur la définition des axes de mutualisation à retenir en vue de fermer ou créer des installations. La tendance ne devra pas être d'augmenter les capacités et ainsi tirer les acteurs vers le bas en termes de prévention et de tri. Tout en restant réaliste, plus les capacités seront réduites, plus les acteurs seront obligés de réduire la production de déchets. Le calcul des capacités devra aussi anticiper d'éventuels problèmes/dysfonctionnements temporaires des

unités de traitement dans les départements voisins afin de pouvoir faire face à une situation d'urgence.

b. Développer et soutenir les modes de traitements/recyclage les moins impactants par des aides financières et techniques en lien avec l'ensemble des autres acteurs

- **Développer et soutenir le compostage individuel ou en pied d'immeuble** et aider à l'animation sur le terrain de ces dispositifs
- **Pour les fermentescibles et les déchets verts, généraliser le tri à la source et la valorisation par compostage et/ou la méthanisation.**
- **Accompagner en milieu urbain dense, la collecte sélective des bio-déchets** qui pourra alimenter des unités de taille raisonnable de compostage et/ou de valorisation énergétique par méthanisation. Ces unités pourront être développées sous réserve qu'elles :
 - tiennent compte des caractéristiques du territoire en lien avec les autres types de traitement ;
 - s'appuient sur un plan d'approvisionnement tenant compte des autres flux potentiels en amont (fumiers, déchets verts et déchets agricoles, boues urbaines, résidus d'industries agro-alimentaires, ...) et sur la vérification des débouchés du compost et des capacités d'épandage en aval en distinguant les besoins en termes de qualité de compost : optimale pour l'agriculture, éventuellement moindre pour les espaces verts, le renforcement de la végétation forestière ou a fortiori le reboisement de sols dégradés ;
 - s'inscrivent dans des dynamiques de territoires avec une gouvernance ouverte à la société civile et aux riverains et soucieuses d'une évaluation permanente de la qualité des installations et des produits ;
 - se conforment à deux principes préalables : responsabilisation du producteur et proximité des unités de traitement.
 - créent des emplois, diminuent les coûts collectifs de traitement (pas de TGAP, taxe générale sur les activités polluantes) et respectent le principe de proximité pour l'approvisionnement et les débouchés en limitant les transports, ainsi que les nuisances pour les riverains ;
 - cela en lien avec l'éducation et l'information qui devront être développées pour amener la population à s'approprier le bon geste de tri ;
- **Développer la méthanisation sous certaines réserves en conditionnant les soutiens financiers de tout genre au respect des principes suivants :**
 - La méthanisation ne doit pas avoir pour but premier de produire de l'énergie, mais de recycler les matières organiques et minérales.
 - Elle ne doit en aucun cas être prétexte à l'agrandissement des élevages, ou à la concentration des animaux, elle doit être fondée sur un modèle d'agriculture soutenable (un élevage lié au sol à l'échelle de l'exploitation, voire d'un petit territoire en adéquation entre le cheptel, les surfaces fourragères et les surfaces d'épandage) avec des installations d'unités modestes « à la ferme » ou des projets collectifs au dimensionnement adapté aux capacités d'épandage potentielles dans des projets de fertilisation mixte (alternance fumier-digestat).
 - Les unités devront s'implanter sur des territoires de taille moyenne, et être équilibrées sur le ratio coût/investissement.
 - L'injection dans le réseau et le biométhane carburant sont à privilégier. Le biogaz peut ensuite servir en cogénération ou pour compléter un réseau de chaleur, la valorisation en électricité seule ne doit être qu'un dernier recours.

c. Limiter le développement des traitements les plus impactants en terme de santé, d'environnement et de gaspillage de matière

- **Ne pas installer de nouvelles unités de Tri-Mécano-Biologique** et faire en sorte que les unités de tri mécano-biologique existantes ne constituent que des solutions transitoires en attendant la solution du tri à la source.
- **Réduire, voire supprimer à terme, l'incinération**
Même avec une valorisation énergétique, l'incinération est dangereuse pour la santé des habitants, gaspille des ressources non renouvelables et concoure à l'effet de serre.
 - ne pas créer de nouvelles unités ;
 - ne pas agrandir les unités existantes ;
 - réserver, à terme, l'incinération à certains types de déchets ultimes dangereux dans des installations spécialisées lorsqu'aucun autre traitement n'est possible (traitement physico-chimique, mise en décharge de produits toxiques...);
 - mettre en œuvre un contrôle approfondi de la destination des mâchefers d'incinération et imposer leur stockage dans des Installations de Traitement de catégorie II ;
 - pour les incinérateurs existants, se donner comme objectifs d'émission les normes définies par l'OMS et sanctionner tout manque à la législation actuelle ;
 - s'interdire toute aide à des installations existantes sauf pour faciliter leur démantèlement.
 - Anticiper l'élaboration d'un plan de démantèlement futur des installations.
- **Développer l'expérimentation en France et dans le monde des nouveaux procédés de combustion des CSR (pyrolyse, vitrification, gazéification)** en s'attachant à vérifier leurs bilans énergétique et leurs émissions de GES ou de polluants.

F. STOCKAGE DES DECHETS

- **Sur la base d'une réflexion sérieuse sur les transports de déchets vers des centres de stockage, les réduire dans toute la mesure possible.**
- **Améliorer la gestion des sites de stockage actuels et limiter leur impact sur l'environnement,** avec le concours de la DREAL dans les arrêtés de fonctionnement ou d'autorisation en :
 - Faisant appliquer la loi en limitant leurs intrants aux seuls déchets ultimes non fermentescibles et non recyclables
 - Dissociant le contrôle de l'exploitation : le contrôle doit être mené par un laboratoire extérieur indépendant sous l'égide de la collectivité et d'une commission compétente comprenant associations et riverains ; en cas de manquement, les sanctions doivent être rapides et effectives
 - installant un processus efficace de récupération du méthane avant 2018 ou la fermeture des sites ne répondant pas aux exigences de la COP21,
 - évaluant les nuisances des sites avant toute reconduction d'agrément ou d'autorisation ;
 - limitant l'accès aux seuls déchets ne permettant pas une revalorisation matière à partir de 2020 ;
 - séparant les DMA des DAE (casiers différents) qui doivent subir une tarification particulière : le dépôt des DAE devrait si possible être effectué sur des sites distincts.
- **Anticiper et planifier la fermeture de certains centres de stockage dangereux entraînant des pollutions graves de l'environnement ou des conséquences sur la santé des riverains (Sorbier, le Balançon..)**
- **Selon les besoins dégagés suite au travail collectif d'évaluation du besoin en capacités de traitement des déchets finaux, anticiper et planifier l'ouverture de nouveaux centres de stockage sur la base :**

- d'une étude géologique des sites possibles afin d'éviter tout risque de pollution des sols, cours d'eau et eaux souterraines
- d'une recherche de la proximité du gisement ;
- d'une conception en petites unités de stockage (et non d'enfouissement) débarrassées des fermentescibles et organisées de façon à permettre la réutilisation des matières lorsque les techniques seront disponibles ;
- d'un cahier des charges sévère en ce qui concerne l'exploitation future des sites ;
- d'une préférence donnée à une gestion publique et dans tous les cas transparente et permettant un contrôle citoyen.

Compte tenu des délais de procédure et de mise en œuvre, l'objectif devrait être d'avoir 6 ans d'avance avant la création d'un nouveau site et de **prévoir au moins 2 sites en réserve par département.**

- **Etudier la faisabilité de stockage de proximité des déchets ultimes** bien débarrassés des fermentescibles et de l'ensemble des autres matières recyclables, sous forme de balles pressées, dans un hangar ouvert et, en fonction des résultats, lancer une expérimentation sur un territoire test.

G. QUELQUES DECHETS SPECIFIQUES

- **Vérifier l'existence de filières de revalorisation adaptées en place, pour chacun des déchets spécifiques, par matière/type de déchets et par niveau géographique.**
- **Boues et sédiments**
 - Assurer leur traitement dans des conditions limitant au maximum les pollutions et nuisances.
 - Anticiper et prévoir la création de plates-formes de compostage et/ou méthanisation des boues d'épuration et déchets verts en lien avec la collecte des bio-déchets et le niveau des débouchés. Les usages affectés à ces boues devront être déterminées en fonction de leur qualité.
- **Matériaux du BTP**
 - **identifier les gisements et les leviers de réduction** de l'exploitation des ressources, incluant une réflexion globale de la Région sur l'aménagement de son territoire (faire notamment un focus sur les actions envisageables concernant les grands projets d'aménagement ou de construction de la Région, organiser une conditionnalité des aides régionales aux constructions et aménagements des autres acteurs publics de la région) et les conditions d'exploitation/d'extraction de ses ressources en lien avec le Schéma régional des carrières ;
 - fixer des **objectifs de valorisation** des déchets inertes, des déchets non dangereux non inertes et des déchets dangereux sur la base d'un état des lieux prospectif des gisements de déchets du BTP ;
 - dynamiser la réflexion autour de **l'éco-conception** des matériaux du BTP via l'organisation de rencontres entre fabricants, maîtres d'ouvrage, etc. ; favoriser la mise en réseau des acteurs ;
 - identifier les leviers d'actions pour développer le **réemploi** des matériaux du secteur du BTP : documents de marché, documents d'exécution (normes, DTU, guides techniques), évaluation des performances environnementales des ouvrages, assurances et garantie décennale ;
 - le Conseil Régional pourrait par exemple lancer des **expérimentations pilotes** et impulser la dynamique en conditionnant ses aides aux porteurs de projets et en les mettant en œuvre de façon directe dans les propres bâtiments dont elle a la compétence (lycées...).
- **Déchets inertes**
 - En lien avec la DREAL, **s'assurer du respect de la réglementation en place pour éviter les décharges sauvages de déchets inertes** qui s'accumulent dans certains territoires

- Veiller à la **conformité des sites de stockage** des déchets inertes et mettre aux normes les ISDI actuelles.
- **Déchets dangereux**
 - **Amiante** : réserver les déchets amiantés à un stockage propre et sécurisé permettant leur valorisation prochaine dans l'attente de l'installation de pilotes de traitement et de recyclage de l'amiante en cours de finalisation. Un premier pilote sera prochainement installé à Fos-sur-Mer.

RESUME PAR TYPE D'ACTEURS

	CONSEIL REGIONAL	ETAT	COLLECTIVITES LOCALES	ENTREPRISES DU SECTEUR ²	ASSOCIATIONS	PRODUCTEURS DE DECHETS ENTREPRISES ADMINISTRATIONS	CITOYENS	
ELABORATION	- Participer à la réalisation d'un atlas des initiatives et dynamiques locales							
	- Impulser, fédérer, coordonner, mettre en oeuvre les moyens pour élaborer un plan ambitieux	- Participer et s'impliquer activement via la CCES et le COPIL			- Prendre connaissance du projet de plan et donner un avis avant son approbation		- Etre informés du projet	
					- Sensibiliser les producteurs		- Pouvoir donner leur avis	
SUIVI EVALUATION	- Définir le cadre de l'évaluation de façon collective							
		- Transmettre à l'observatoire régional leurs infos et indicateurs						
	- Participer activement à l'analyse des évaluations annuelles et de moyen terme et suggérer des aménagements du plan					- Etre informés de l'évaluation au fur et à mesure		
- Piloter l'évolution du plan								

² Il s'agit des entreprises bénéficiant de DSP pour le tri ou le traitement classique des déchets, mais aussi de toutes celles qui pourraient, par exemple dans le cadre d'une économie circulaire devenue objectif central du PRPGD, intervenir pour l'allongement de la durée de vie des produits, jouer dans la réduction du gaspillage alimentaire, etc.

		CONSEIL REGIONAL	ETAT	COLLECTIVITES LOCALES	ENTREPRISES DU SECTEUR	ASSOCIATIONS	PRODUCTEURS DE DECHETS ENTREPRISES ADMINISTRATIONS	CITOYENS
ECONOMIE CIRCULAIRE	<ul style="list-style-type: none"> - Faire de l'EC l'objectif central du PRPGD - Articuler les politiques sectorielles de la Région avec l'EC - Intégrer l'EC dans le fonctionnement courant de la Région 	Soutenir les dynamiques et initiatives	Mettre en avant dans leurs demandes de financement à la Région leur engagement en direction de l'écologie industrielle et territoriale				Appliquer les principes de l'économie circulaire à leurs modes de fonctionnements: faire réparer au lieu de jeter, louer au lieu d'acheter...	Appliquer les principes de l'économie circulaire : changer leurs habitudes : faire réparer au lieu de jeter, louer au lieu d'acheter...
	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la structuration des activités d'EC - En valorisant les retours d'expérience - En aidant financièrement les initiatives - En faisant connaître les acteurs existant pour renforcer l'attractivité du secteur 		Lancer des dynamiques sur leurs territoires en faveur de l'EC, expérimenter, soutenir des initiatives locales		<ul style="list-style-type: none"> - Relayer les messages d'économie circulaire - Animer le développement de l'EC dans les territoires 			
	<ul style="list-style-type: none"> - Expérimenter les nouveaux modèles organisationnels et économiques de l'EC - Soutenir les formations et la recherche en Eco-conception 		- Faciliter la consommation collaborative	<ul style="list-style-type: none"> - Progresser sur l'allongement de la durée de vie des produits - Expérimenter de nouveaux modes de recyclage 				

		CONSEIL REGIONAL	ETAT	COLLECTIVITES LOCALES	ENTREPRISES DU SECTEUR	ASSOCIATIONS	PRODUCTEURS DE DECHETS		
							ENTREPRISES ADMINISTRATIONS	CITOYENS	
PREVENTION – REDUCTION	- Evaluer les gisements d'évitement								
	- Fixer et territorialiser des objectifs								
	- Construire un programme d'actions concrètes par public	- Mettre en œuvre le programme d'actions							
	- Inciter à ...	- Allonger la vie des produits - Réduire le gaspillage alimentaire		Réduire le gaspillage alimentaire		- Réduire le gaspillage alimentaire		- Réduire le gaspillage alimentaire	
		- Réduire les déchets verts				- Réduire les déchets verts	- Réduire les déchets verts		
	- Accompagner le développement de la tarification incitative - par un plan d'actions - des retours d'expérience - des incitations claires			- S'engager volontairement dans la T.I.		- Sensibiliser collectivités locales et habitants, participer aux réflexions et aux actions pour la bonne mise en œuvre, faire le lien avec les citoyens	- Se tenir informé de la mise en place du dispositif et s'y engager - réduire sa quantité de déchets produite - participer à la mise en place des alternatives à l'échelle de son quartier, foyer	- Se tenir informé de la mise en place du dispositif et s'y engager - réduire sa quantité de déchets produite - participer à la mise en place des alternatives à l'échelle de son quartier, foyer - Mobiliser sa commune pour la mise en place des alternatives et signaler d'éventuelles dysfonctionnements/manques	
	- Promouvoir l'éco-exemplarité des administrations - La mettre en œuvre à la Région (ex. : lycées)			- Idem dans les écoles et collèges			- Etre éco-exemplaire dans son fonctionnement		

		CONSEIL REGIONAL	ETAT	COLLECTIVITES LOCALES	ENTREPRISES DU SECTEUR	ASSOCIATIONS	PRODUCTEURS DE DECHETS ENTREPRISES ADMINISTRATIONS	CITOYENS
COLLECTE	- Fixer des objectifs de collecte séparée des bio-déchets							
	- Accompagner les coll. locales et les gros producteurs			- S'engager volontairement dans la collecte séparée.		- Sensibiliser collectivités locales et gros producteurs	- Mettre en œuvre leurs obligations	
	- Inciter à harmoniser les consignes de tri		- Sensibiliser collectivités locales et habitants	- Appliquer les bonnes consignes de tri	- Appliquer les bonnes consignes de tri
	- Inciter à optimiser les circuits de collecte ... le fonctionnement des déchetteries				
RECYCLAGE	- Evaluer les convergences envisageables pour le recyclage des DMA et des DAE							
	- Fixer des objectifs de tri ambitieux			- Harmoniser les consignes de tri	- Participer à la planification des centres de tri	- Sensibiliser collectivités locales et habitants	- Appliquer les bonnes consignes de tri	- Appliquer les bonnes consignes de tri
	- Etablir un plan d'actions pour un recyclage maximal			- Sensibiliser les habitants	- Etendre le tri à l'ensemble des emballages plastiques			
	- Et, à défaut de recyclage, envisager la valorisation énergétique							

		CONSEIL REGIONAL	ETAT	COLLECTIVITES LOCALES	ENTREPRISES DU SECTEUR	ASSOCIATIONS	PRODUCTEURS DE DECHETS ENTREPRISES ADMINISTRATION	CITOYENS
TRAITEMENT	Définir un principe de proximité applicable selon les types de déchets Evaluer les besoins de traitement en fonction des efforts attendus de prévention et recyclage							
	- Fixer des objectifs de compostage et de méthanisation - Aider les acteurs à leur développement (incitation, contractualisation, ...)	Soutenir et favoriser les objectifs et le développement des projets	- Décliner au niveau local les objectifs et favoriser localement les bons projets	- S'inscrire dans ces évolutions	- Participer aux réflexions et à la mise en œuvre des objectifs, faire le relais avec les citoyens en les informant	Se tenir informés des projets sur les territoires et donner son avis	Se tenir informés des projets sur les territoires et donner son avis	
	- Fixer des objectifs limitant voire supprimant à terme TMB et incinération	Soutenir ces objectifs	Soutenir au niveau local ces objectifs					
	- Développer l'expérimentation, les retours d'expérience et l'analyse des nouvelles techniques (yc combustion des CSR)			- Participer à cette recherche-innovation				
STOCK	- Réfléchir à une politique de réduction des transports vers les centres de stockage - Evaluer les besoins de stockage en fonction des efforts attendus de prévention et recyclage et des évolutions dans les traitements							

<ul style="list-style-type: none"> - Fixer des objectifs d'amélioration du fonctionnement des sites actuels 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire respecter les règles et appliquer les sanctions prévues 	<ul style="list-style-type: none"> - Se mobiliser pour faire respecter les règles, être à l'écoute des lanceurs d'alerte 	<ul style="list-style-type: none"> - Installer un processus de récupération du méthane - Ne plus accepter de déchets revalorisables à partir de 2020 	<ul style="list-style-type: none"> - Rôle de lanceur d'alerte, mobiliser, alerter autour des dysfonctionnements et des améliorations possibles - - participer aux CSS 		
<ul style="list-style-type: none"> - Planifier fermetures et ouvertures de sites 		<ul style="list-style-type: none"> - S'impliquer dans les travaux de réflexions et mise en œuvre - Informer les populations locales 		<ul style="list-style-type: none"> - Participer aux travaux de réflexions et de mise en œuvre - Alerter sur des manques, des dysfonctionnements 		<p>S'informer des projets sur son territoire, donner son avis</p>